

Bulletin d'histoire politique

Patriotes contre Loyaux : modalités d'un double affrontement durant la phase politique (1834-1837)

Gilles Laporte et Cédric Côté-Chamberland



Volume 22, numéro 1, automne 2013

L'incendie du parlement à Montréal : un événement occulté

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1018825ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1018825ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Laporte, G. & Côté-Chamberland, C. (2013). Patriotes contre Loyaux : modalités d'un double affrontement durant la phase politique (1834-1837). *Bulletin d'histoire politique*, 22(1), 130–154. <https://doi.org/10.7202/1018825ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Patriotes contre Loyaux : modalités d'un double affrontement durant la phase politique (1834-1837)

GILLES LAPORTE

Historien et professeur d'histoire Cégep du Vieux Montréal

CÉDRIC CÔTÉ-CHAMBERLAND

Candidat à la maîtrise en histoire, Université de Montréal

La question des motivations des protagonistes des insurrections de 1837-1838 traverse toute l'historiographie québécoise. Dès 1839, le rapport Durham jette les bases d'une interprétation ethnique concluant « qu'il existait une cause beaucoup plus profonde et plus radicale des dissensions particulières et désastreuses dans la province. Une cause qui surgissait des institutions politiques à la surface de l'ordre social »¹. À la suite du gouverneur-enquêteur, les historiens nationalistes, de Garneau à Séguin, adhéreront à l'idée que la lutte politique ne doit pas masquer l'enjeu national qui explique seul l'intensité de la lutte. Pour Lionel Groulx et Gérard Filteau en particulier, cela permettait de minimiser l'importance du discours républicain et laïciste des Patriotes et de mieux arrimer cet épisode à la lutte séculaire du peuple canadien-français.²

L'interprétation politique de ces événements sera plutôt mise de l'avant par les historiens libéraux désireux d'insérer l'expérience patriote dans la marche vers la démocratie canadienne, et dont la conquête du gouvernement responsable en 1848 sera en quelque sorte le point d'orgue. En opposant en gros les intérêts de la grande bourgeoisie marchande loyale à ceux de la petite bourgeoisie patriote, alliée aux masses paysannes, les tenants de l'histoire sociale enrichissent plutôt qu'ils ne s'opposent à cette lecture politique, puisque les classes sociales qu'ils mettent en jeu auront tendance à épouser les contours des familles politiques³.

Mieux connaître le profil socio-économique des protagonistes peut permettre de déduire leurs motivations profondes. Un Serge Bernier l'a d'ailleurs déjà proposé empiriquement: « Un élément qui illustre bien qu'il serait abusif de réduire les événements des années 1830 à la confron-

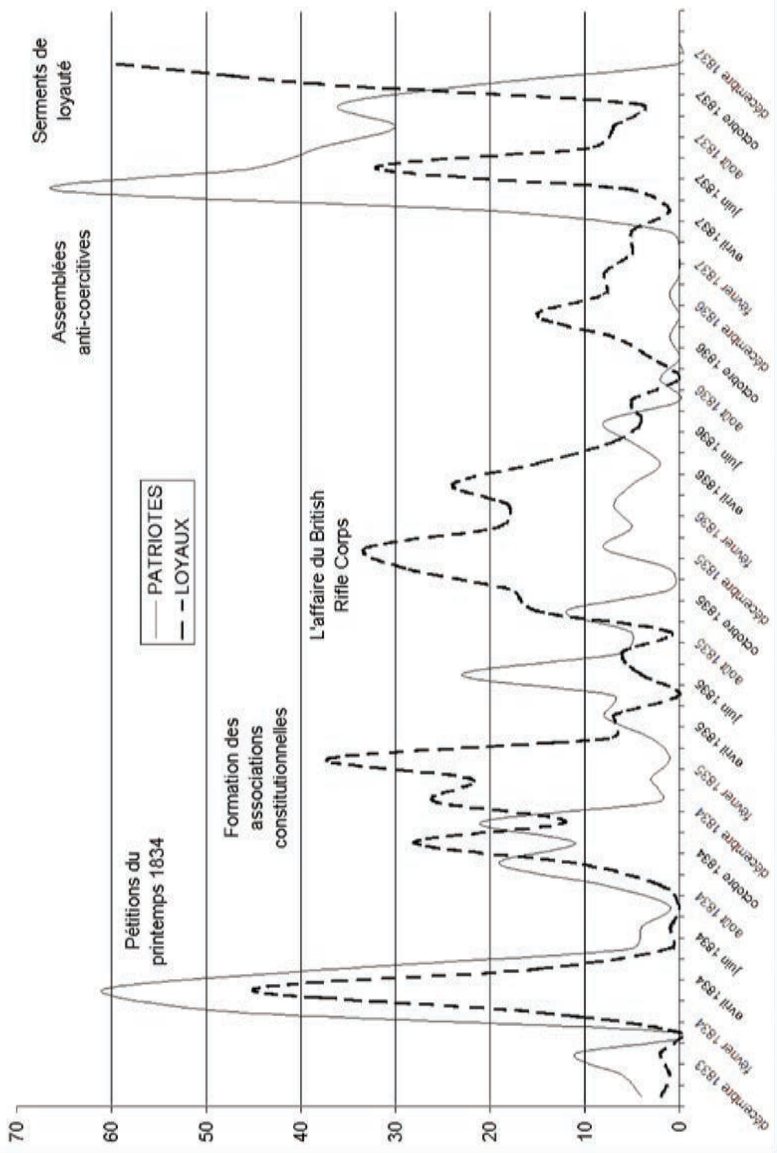
tation de deux ethnies est la présence d'anglophones dans le Parti patriote»⁴. En 1983, l'historien Jean-Paul Bernard fait œuvre de pionnier en brossant le premier portrait prosopographique de 1800 individus impliqués dans la rébellion du côté patriote. Durant les années 1980, le professeur Bernard et son équipe étendent l'analyse à tous ceux impliqués politiquement à compter de 1834, dans la foulée des assemblées publiques consécutives aux 92 Résolutions, y compris les Loyaux, ces adversaires des Patriotes, organisés en associations constitutionnelles et en milices volontaires. Les données recueillies nous ont déjà permis de poser certains constats et de faire ressortir l'importance, parmi les motivations des protagonistes, des enjeux de nature locale, en particulier quand ils sont mus par des rivalités ethniques⁵.

Les données présentées dans cet article ont été réunies à partir des procès-verbaux d'assemblées et de réunions des mouvements patriote et loyal tels que conservés dans les archives ou reproduits dans les journaux ou des monographies⁶. Les résultats obtenus portent sur 645 activités politiques organisées par des Loyaux et 609 activités tenues par des Patriotes, entre le 1^{er} janvier 1834 et le 30 décembre 1837, et auxquelles ont participé 3 304 militants Loyaux et 5 160 militants Patriotes⁷. Ces rôles sont très diversifiés. Ils vont de simple participant à une manifestation à président d'assemblée, secrétaire ou membre d'un comité politique, tous impliqués à divers niveaux de l'organisation, dans l'un ou l'autre des mouvements. Nos premières constatations tendent à démontrer l'importance des enjeux locaux pour expliquer la mobilisation politique très variable d'une région à l'autre. Parmi ces enjeux, le plus déterminant semble la cohabitation de communautés de langue et de culture différentes, soit francophone ou anglophone. Une brève incursion à propos de la profession et de l'origine nationale des principaux leaders permet en gros de confirmer cette hypothèse.

La conjoncture politique, 1834-1837

À part quelques pétitions et campagnes d'assemblées publiques, notamment pour dénoncer le projet d'union en 1822, puis contre l'administration du gouverneur Dalhousie en 1827, la stratégie patriote s'était d'abord bornée à une action purement électorale et parlementaire, consistant à faire directement pression sur l'exécutif afin d'obtenir des concessions, notamment sur la question des subsides. À compter de 1832, le Parti patriote se radicalise et réclame désormais des modifications constitutionnelles majeures, notamment l'électivité du Conseil législatif et l'accroissement des pouvoirs de la Chambre d'assemblée. Le dépôt des 92 Résolutions en février 1834 marque un changement de tactique consistant à en appeler au peuple par de bruyantes assemblées populaires et à créer des comités de mobilisation dans chaque région.

Répartition chronologique des activités politiques loyales et patriotes (1834-1837)



Alertées, les autorités britanniques désignent au début de 1835 un nouveau gouverneur, lord Archibald Gosford, qui entreprend aussitôt d'amadouer les députés Patriotes, en particulier ceux du caucus de la ville de Québec, réputés plus modérés. Déjà sévèrement rossés aux élections générales d'octobre 1834, les Loyaux décident alors de riposter en tenant à leur tour des assemblées populaires, où ils créent des associations constitutionnelles destinées à contrecarrer la stratégie de compromis menée par le nouveau gouverneur. Des associations constitutionnelles sont mises sur pied à Québec et Montréal mais aussi dans Deux-Montagnes, Beauharnois, Sherbrooke, Missisquoi et Mégantic. Elles entreprennent à la fin de 1835 d'organiser leurs propres milices, des groupes d'auto-défense, dont les plus connus sont, à Montréal, le *British Rifle Corps* et le *Doric Club*.

Comme le démontre le graphique 1, on constate combien les deux organisations se mobilisent en même temps et se répendent aussitôt afin d'occuper l'espace politique. Elles s'activent toutes deux au printemps de 1834, soit pour appuyer soit pour dénoncer les 92 Résolutions, puis à nouveau à l'hiver 1835, soit pour appuyer soit pour condamner la création des *British Rifle Corps* ou «corps des carabiniers». Les deux organisations entrent d'ailleurs conjointement en dormance, tandis que très peu d'activités politiques sont tenues en 1836. L'annonce des résolutions Russell a l'effet d'un coup de tonnerre, en avril 1837, et sonne le réveil des deux organisations qui s'opposent alors dans pratiquement chaque région, parfois dans les mêmes localités et à seulement quelques jours d'intervalle. Le dernier acte appartient cependant aux Loyaux. À la fin de l'automne, à l'initiative de quelques juges de paix zélés, des localités sont invitées à exprimer leur loyauté par le biais d'assemblées et de pétitions loyales, pour l'essentiel afin de se prémunir contre la répression militaire qui frappe alors dans Deux-Montagnes et dans la vallée du Richelieu.

Au plan organisationnel, le mouvement patriote conserve jusqu'au bout les formes d'un parti politique. À Montréal, le Comité central et permanent est formé des cadres politiques et des députés du district de Montréal, placés sous la présidence de Louis-Joseph Papineau. Le comité de correspondance relève du comité central et achemine les mots d'ordre ainsi que le texte des résolutions à faire adopter en assemblée par les quelques quarante comités de comtés. Ces comités de comté comptent de douze à soixante membres chacun. Ils tiennent des assemblées publiques, appuient les candidats Patriotes aux élections ou veillent au respect du boycottage des produits anglais. Le Parti est bien organisé à la grandeur du Bas-Canada sauf en Outaouais, en Gaspésie et dans la région de Québec, où le caucus des députés accepte mal la tutelle de Montréal.

Du côté des Loyaux, les résultats catastrophiques aux élections de 1834 ne leur avaient laissé que dix sièges sur 88, essentiellement en Estrie

et en Gaspésie. Le mouvement loyal renonce donc plus tôt à une organisation ouverte et populaire pour se doter d'une structure hiérarchique très peu démocratique. Issues des sociétés nationales St-George, St-Andrew et St-Patrick, les associations constitutionnelles sont aussi ouvertement racistes et n'hésitent pas à recruter leurs membres sur une base ethnique, leur assurant ainsi une grande cohésion au moment d'en découdre sur le plan militaire⁸.

Tableau 1
Types d'activités tenues par les Loyaux et les Patriotes (1834 et 1837)

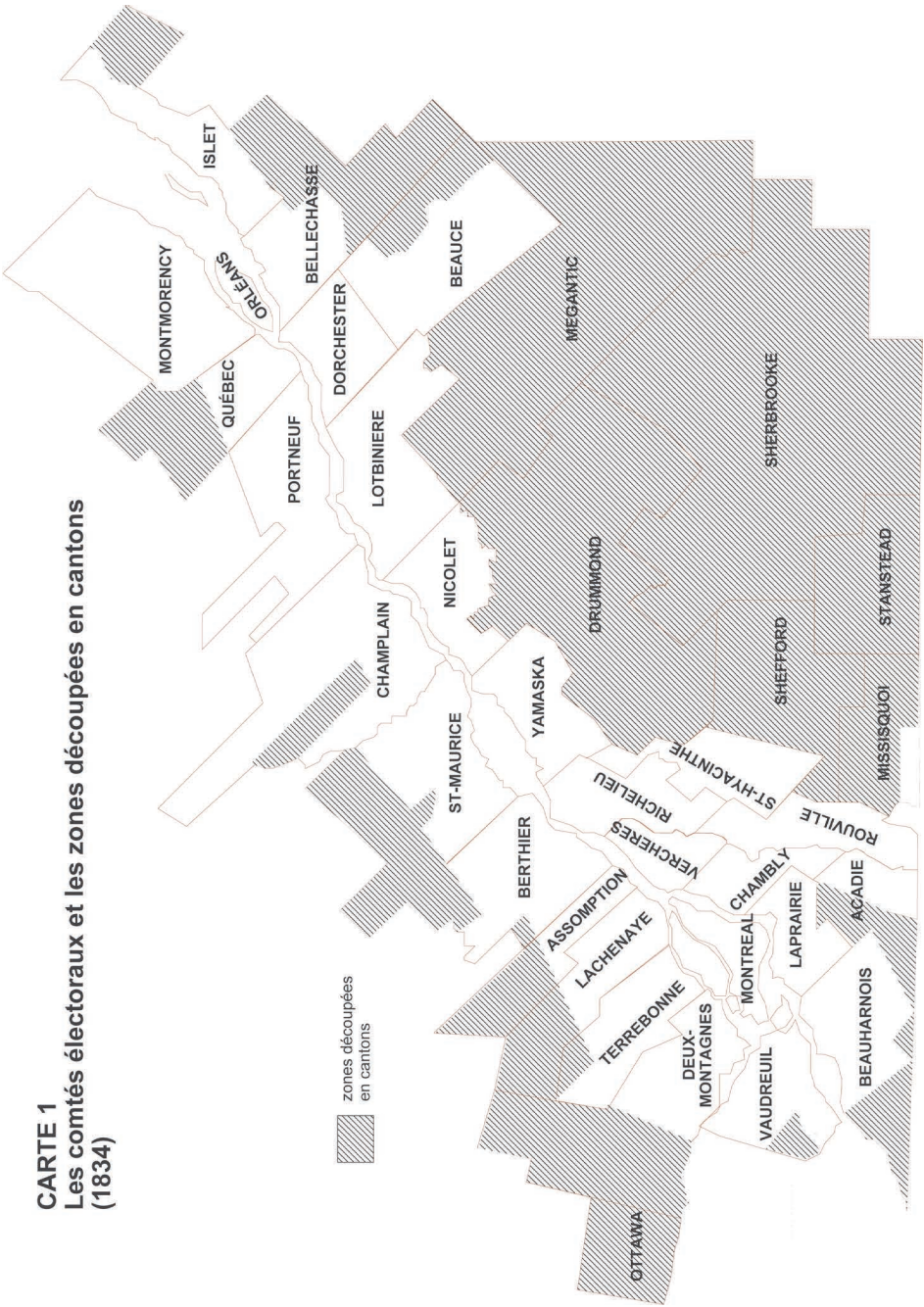
Activités	Loyaux	Patriotes
Assemblées publiques	242 (37,5 %)	202 (33,2 %)
Nominations	120 (18,6 %)	166 (27,3 %)
Pétitions et déclarations	152 (23,6 %)	84 (13,8 %)
Réunions	71 (11,0 %)	108 (17,7 %)
Commémorations	48 (7,4 %)	33 (5,4 %)
Autres	12 (1,9 %)	16 (2,6 %)
Total	645 (100 %)	609 (100 %)

L'assemblée publique est la forme caractéristique de l'organisation, autant du côté loyal que patriote. Héritiers de la tradition britannique et davantage soucieux de leur relation avec le gouvernement colonial, les Loyaux recourent davantage que leurs adversaires à des pétitions, adresses ou déclarations, généralement destinées aux dirigeants de la colonie. Les Patriotes tiennent en revanche davantage de réunions, 108 contre 71, tributaires de la pléthore de comités de comté, de correspondance ou de vigilance qu'ils n'ont de cesse de créer. Les commémorations correspondent à des fêtes, à des banquets ou à des processions à vocation communautaire ou religieuse ayant une portée politique: une célébration de la *St-Andrew Society* par exemple ou un banquet de la *Saint-Jean-Baptiste*.

La tenue d'une assemblée publique est généralement précédée d'une invitation signée par quelques notables et publiée dans les journaux affiliés à chaque parti: *La Minerve* ou *The Vindicator*, pour les Patriotes, ou la *Montreal Gazette* ou le *Quebec Mercury* pour les Loyaux. Les assemblées visent en général à «prendre connaissance de l'état de la province», à voter une série de résolutions écrites à l'avance et à renouveler les effectifs des divers comités qui assurent le suivi entre les assemblées.

Dans 27% des cas, les Patriotes privilégient le dimanche après la grand-messe pour tenir leurs plus grandes assemblées publiques, profitant

CARTE 1
Les comtés électoraux et les zones découpées en cantons
(1834)



de la présence au village des habitants des concessions. Pour *L'Ami du peuple*, la voix officielle des sulpiciens :

Nos révolutionnaires qui se vantent encore d'être catholiques, semblent avoir entièrement oublié que le dimanche est un jour consacré au culte divin. C'est le dimanche qu'ils ont choisi pour toutes leurs exhibitions, assemblées, revues, parades, etc. Ils sont sûrs que le dimanche les ouvriers ne sont point occupés, et c'est là-dessus qu'ils calculent⁹.

La répartition des activités loyales et Patriotes

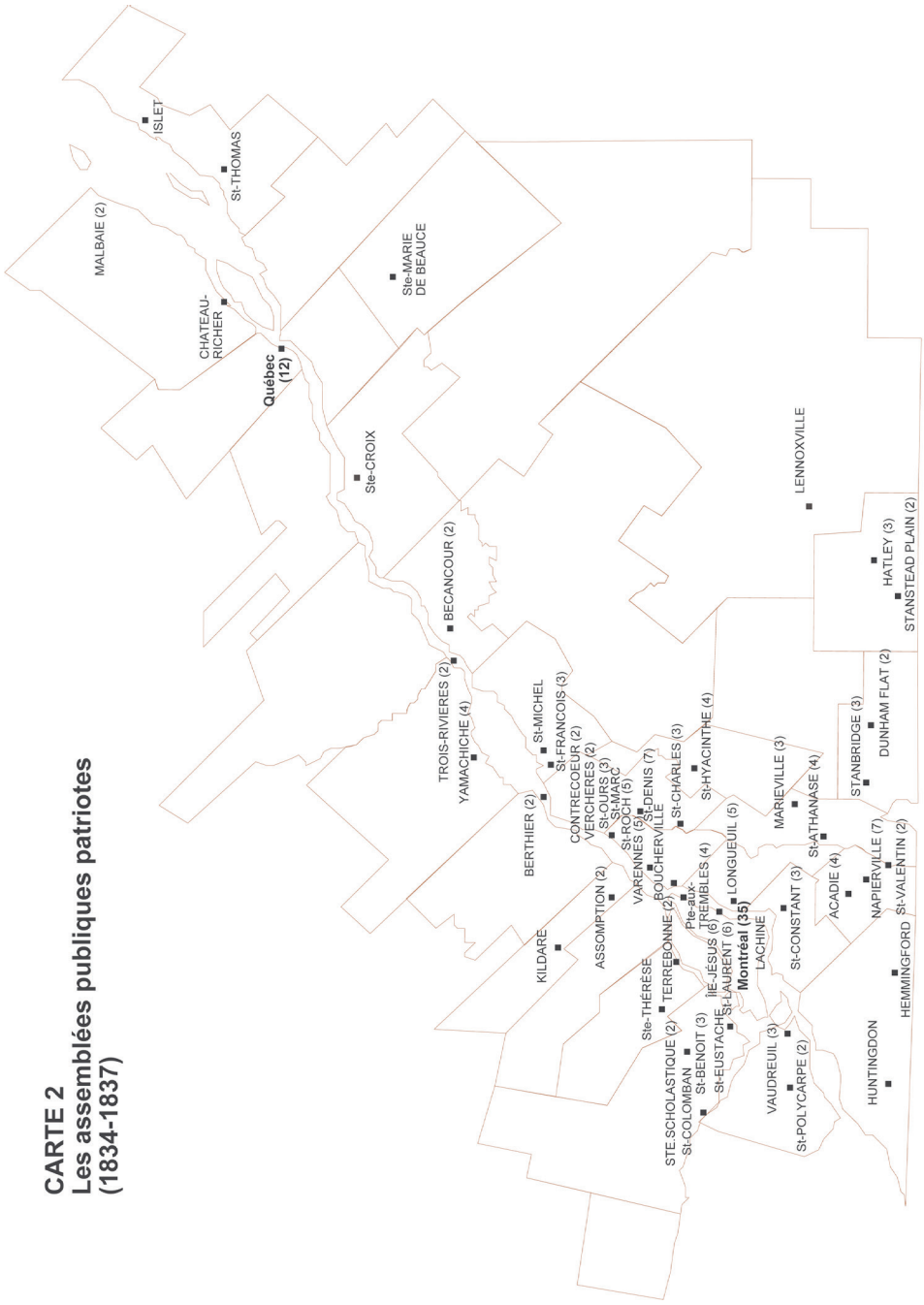
En 1837, le peuplement franco-catholique est encore confiné à la zone découpée en seigneuries et concentré le long du fleuve et de quelques affluents : l'Assomption, la Chaudière, le Richelieu et la Yamaska. Sur les marches du domaine seigneurial, le territoire est cadastré depuis 1791 selon la tenure anglaise en une centaine de *townships* (cantons) de 16 km de large et destinés à être vendus par la Couronne. Au moins jusqu'en 1844, mis à part des concessions faites à des vétérans de la guerre de 1812-1814, le peuplement des cantons est rigoureusement réservé aux colons anglo-protestants. Ils sont surtout d'ascendance anglaise et écossaise au nord et à l'ouest, et d'origine américaine au sud-est, notamment dans Missisquoi et Stanstead.

La réforme électorale de 1831 respecte en gros ce découpage. Des comtés se retrouvent donc soit massivement franco-catholiques, soit anglo-protestants. Quelques enclaves d'anglophones sont cependant enserrées dans des comtés francophones, notamment à Stoneham (Québec), Caxton (Saint-Maurice), Rawdon, Chertsey (L'Assomption), Chatham et Gore (Deux-Montagnes). Le phénomène se retrouve aussi au sud dans Vaudreuil (Newton), Beauharnois (Hemmingford), l'Acadie (Sherrington) et Rouville (Caldwell's Manor). On retrouve aussi des marchands anglophones dans quelques bourgs, soit Saint-Eustache, Berthier, Trois-Rivières, LaPrairie, Dorchester (Saint-Jean) et William-Henry (Sorel).

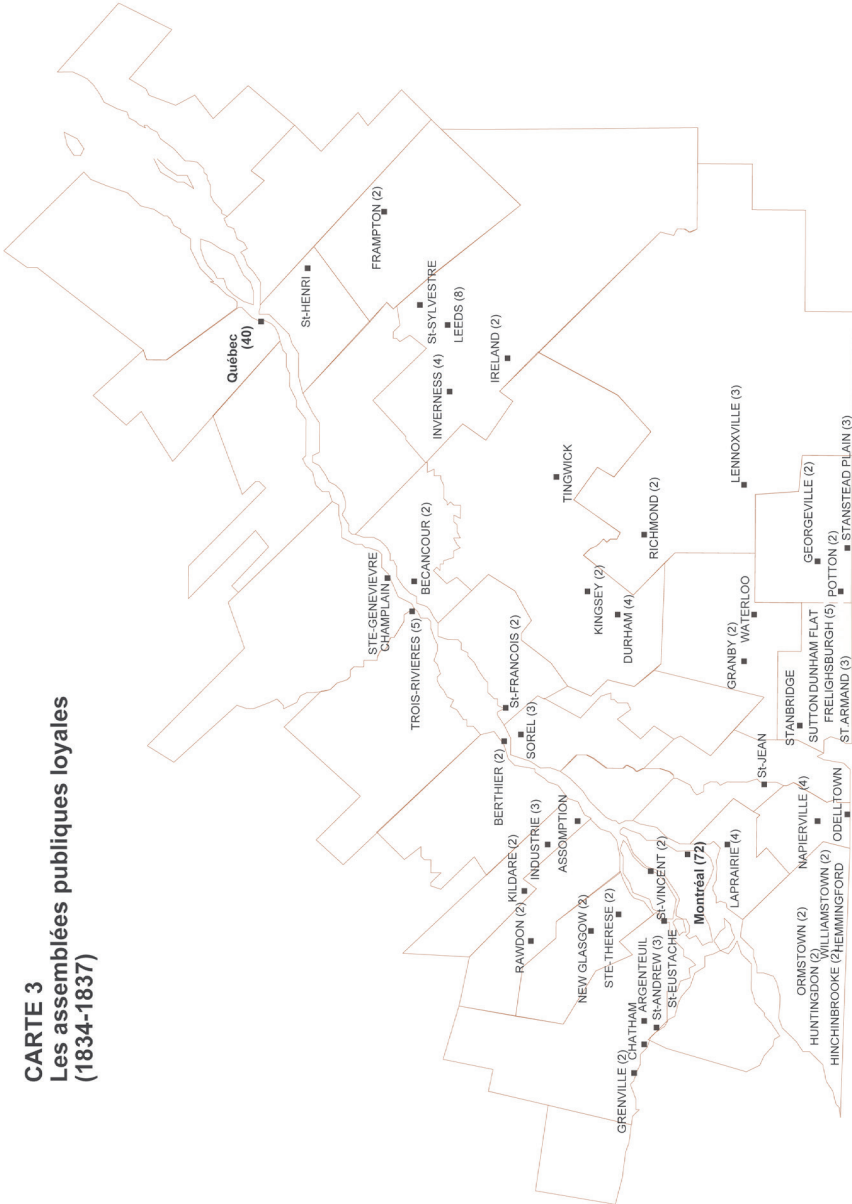
Les cartes 2 et 3 indiquent où sont tenues les quelque 202 grandes assemblées populaires Patriotes et les 242 assemblées loyales. Ce sont dans tous les cas les principaux foyers d'activités de chaque mouvement, où l'organisation est la plus élaborée et le militantisme le plus intense. Sans surprise, le mouvement patriote est confiné à la zone seigneuriale, peuplée de francophones. Il est particulièrement organisé dans la grande plaine de Montréal, ainsi que dans les villes de Québec (12 assemblées) et de Montréal (35 assemblées). L'exception se retrouve cependant dans les comtés de Missisquoi et de Stanstead, surtout peuplés d'Américains ayant grandi dans les institutions républicaines et où plusieurs éprouvent une sympathie spontanée pour le programme patriote.

Sans surprise non plus, les Loyaux sont surtout actifs dans les villes de Québec et de Montréal (respectivement 40 et 72 assemblées). Il ne faut

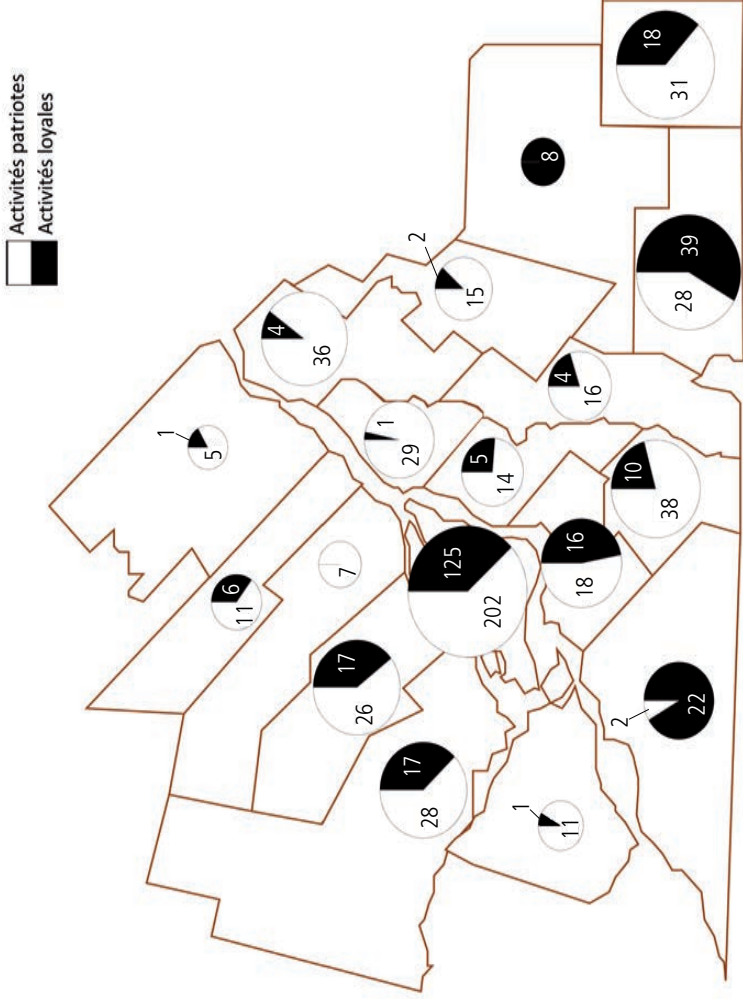
CARTE 2
Les assemblées publiques patriotes
(1834-1837)



CARTE 3
Les assemblées publiques loyales
(1834-1837)



CARTE 4
Nombre d'activités patriotes et loyales (1834-1837)



cependant pas négliger la solide organisation loyale dans les régions découpées en cantons, dont certaines sont pourtant très peu peuplées, telles Rawdon, New Glasgow ou Kildare à l'ouest, Durham, Kingsey, Inverness ou Leeds à l'est. Le plus remarquable demeure cependant la solide mobilisation loyale au sud, le long de la frontière américaine, où sont cantonnées de farouches communautés loyalistes qui allaient jouer un rôle si important pour réprimer les Patriotes à Moore's Corner ou lors de l'insurrection des Frères chasseurs en novembre 1838¹⁰.

Même si Loyaux et Patriotes semblent se diviser le territoire, ils partagent à maints endroits un espace politique commun, souvent objet d'une intense rivalité. Dans L'Assomption, les Loyaux de Rawdon font face aux Patriotes de L'Assomption. Dans Terrebonne, ceux de New Glasgow voisinent les Patriotes de Sainte-Thérèse et de Sainte-Anne-des-Plaines. Dans Deux-Montagnes, ceux de St-Andrew s'opposent aux Patriotes de Saint-Benoît. Dans Beauharnois, les Patriotes de Sainte-Martine affrontent les Loyaux d'Ormstown. Dans l'Acadie, les Patriotes de Sainte-Marguerite sont face aux Loyaux d'Odellown, tandis que, dans Missisquoi, les Américains installés à Stanbridge et Dunham rivalisent avec les fils de loyalistes installés à Frelighsburg. Dans presque tous les cas, on relève des enjeux locaux exacerbés et des rivalités parfois anciennes afin d'occuper l'espace sociopolitique. Souvent, l'enjeu est le contrôle d'un centre économique régional. C'est particulièrement clair quand on dénombre les «prises de guerre» que font un temps les insurgés Patriotes et qui consistent à s'emparer d'un centre régional d'importance, dont les deux camps se disputaient déjà le contrôle avant le recours aux armes. On pense en 1837 à la lutte pour le contrôle de Saint-Charles ou de Saint-Eustache et, en 1838, à la lutte pour Terrebonne, pour Saint-Jean, pour Napierville et, bien sûr, pour Beauharnois¹¹.

La carte 4 permet d'apprécier l'ampleur de la mobilisation politique pour chacun des 18 comtés du district de Montréal. En règle générale, les comtés les plus actifs du côté patriote le sont aussi du côté loyal, preuve que la mobilisation et que l'organisation d'une région s'appuient notamment sur des rivalités locales. À l'inverse, si dans une région la clientèle traditionnelle d'un mouvement ne souffre localement d'aucune concurrence de la part du mouvement adverse, elle ne connaîtra pas non plus une activité politique notable. Ce constat s'applique particulièrement bien au reste du Bas-Canada, dans la vaste région en aval de Berthier, la Beauce, Québec et le Bas-Saint-Laurent, où les mouvements Patriotes et Loyaux sont conjointement et mutuellement apathiques.

La carte 5 présente la répartition des militants Loyaux et Patriotes. Ce dénombrement a surtout été établi à partir des comptes rendus d'événements parus dans les journaux du temps. Il doit donc être envisagé avec prudence comme ne donnant pas nécessairement un portrait juste du

CARTE 5
Nombre de militants patriotes et loyaux (1834-1837)

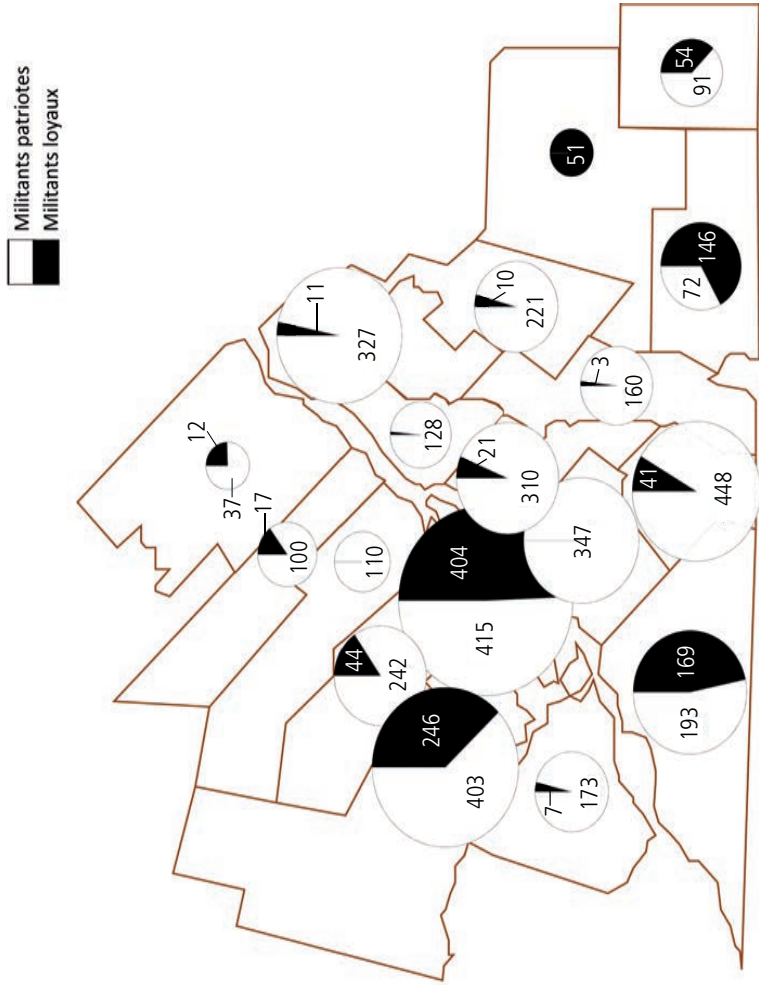
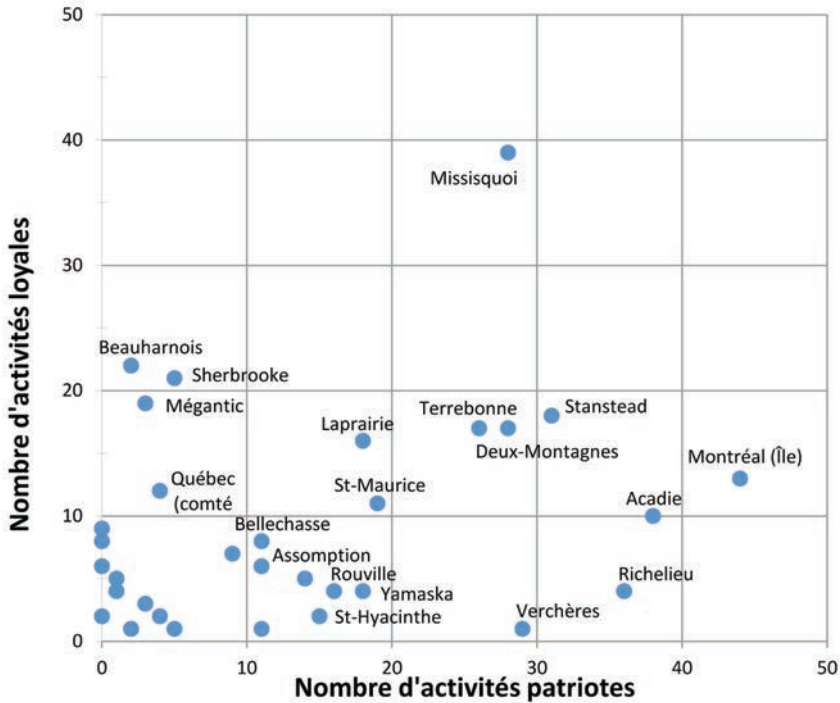


Figure 1
Activités politiques comparées entre patriotes et loyaux
(1834-1837)



membership local. Certains journaux ne fournissaient en effet que le nom des dignitaires présents, tandis que d'autres sont beaucoup plus prolixes. Il s'agit tout de même de la meilleure donnée dont nous disposons afin d'évaluer la répartition des militants. Cette carte confirme qu'en général les comtés mobilisés du côté patriote le sont aussi du côté loyal. Le cas de Laprairie (347 militants Patriotes et aucun loyal) ne doit pas nous distraire. Les activités Patriotes menées à Saint-Constant et Saint-Philippe-de-Laprairie sont constamment en réaction avec celles tenues par les Loyalx de Montréal et ceux de Beauharnois. Le cas de Richelieu demeure cependant une anomalie qu'on expliquera plus loin.

La figure 1 permet de faire le même constat mais cette fois de manière statistique et pour l'ensemble du Bas-Canada. Elle confirme le caractère dialectique de la mobilisation patriote et loyal. En règle générale, si on exclut les extrêmes Loyalx de Beauharnois, Sherbrooke et de Mégantic d'une part, et les extrêmes Patriotes de Verchères et Richelieu d'autre part, la tendance est que plus un comté est mobilisé du côté patriote, plus il le

sera aussi du côté loyal et vice-versa, le cas idéal étant Missisquoi. La corrélation de 0,66, sans être très forte, démontre d'ailleurs une certaine relation. Enfin, les données pour Montréal et Québec, qui n'ont pas été considérées ici, confirment cette tendance.

Cette répartition des militants par comté ne tient pas compte des simples signataires à une pétition, car cela n'implique pas un très haut degré d'engagement. Il est néanmoins frappant de constater que la plupart de ceux qui signent des pétitions loyales, dénonçant le camp patriote et enjoignant la Couronne à rétablir l'ordre dans la colonie, habitent des comtés où les Patriotes sont particulièrement actifs. Ainsi, à part Montréal (3 270 signataires) et Québec (1 072 signataires), les principales pétitions loyales sont menées dans des comtés tels que Deux-Montagnes, Laprairie, Terrebonne ou l'Acadie, où les Patriotes locaux ont dû se sentir particulièrement visés...

Tableau 2
Nombre de signataires de pétitions loyales
par comtés (1834-1837)

Comtés	Signataires
Deux-Montagnes	483
Portneuf	354
Laprairie	268
Yamaska	253
Terrebonne	220
Missisquoi	169
Acadie	150
Rouville	142
Autres	383

La mobilisation selon la langue et la religion

La composition ethnique de chaque comté a été établie à partir des recensements de 1831 et de 1844, qui nous éclairent sur les confessions religieuses et, dans le cas de 1844, sur l'origine nationale : canadien-français, canadien-anglais ou né à l'extérieur de la province¹². La carte 6 montre que la composition de la population est, en 1837, directement fonction de l'aménagement du territoire. Dans les districts de Montréal, les trois comtés entièrement découpés en cantons sont massivement peuplés d'anglo-protestants, tandis que Deux-Montagnes, Beauharnois, l'Acadie et Rouville,

CARTE 6

Proportion de franco-catholiques et d'anglo-protestants (1831-1844)

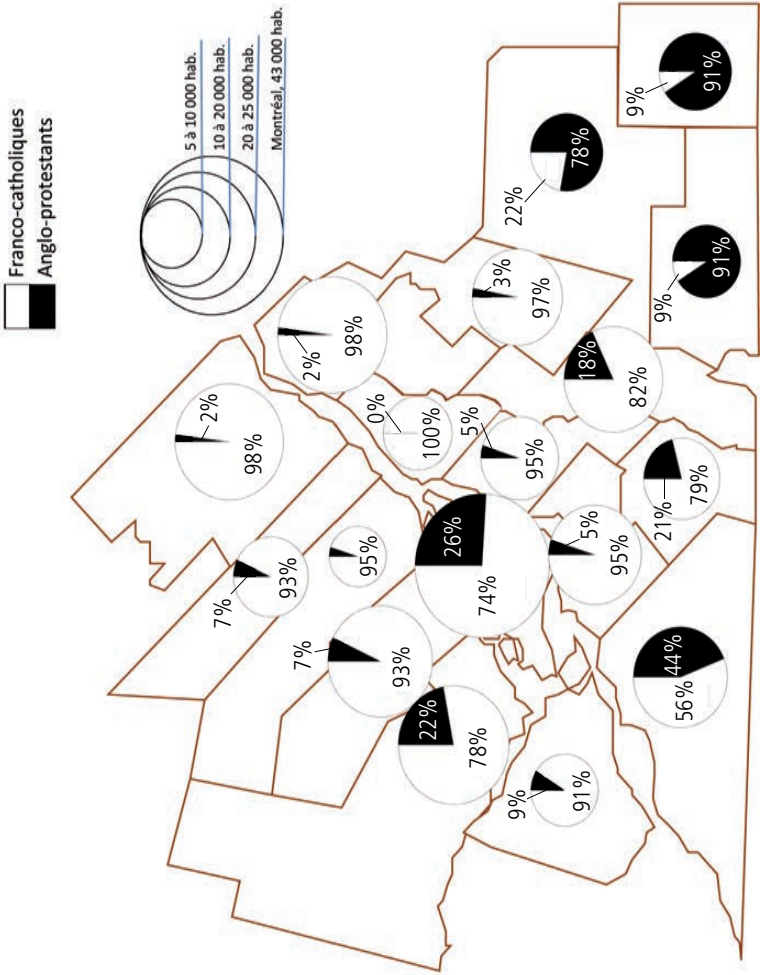
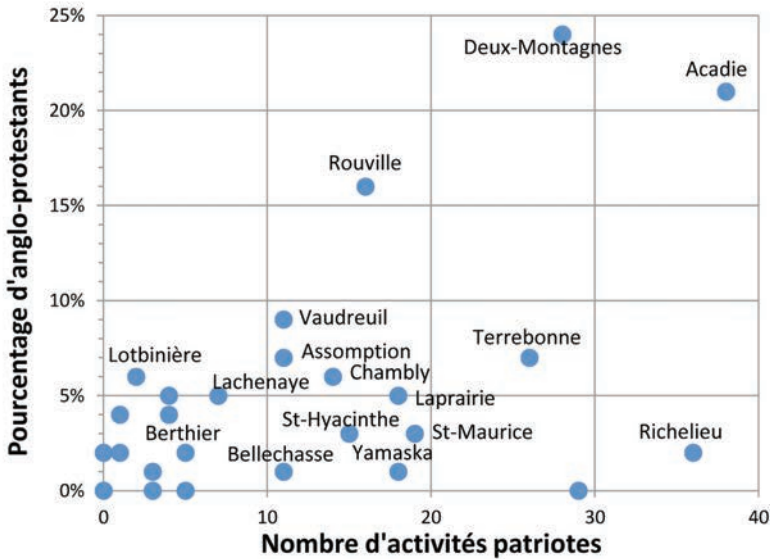


Figure 2
Activités politiques patriotes par le pourcentage d'anglo-protestants
(1834-1837)



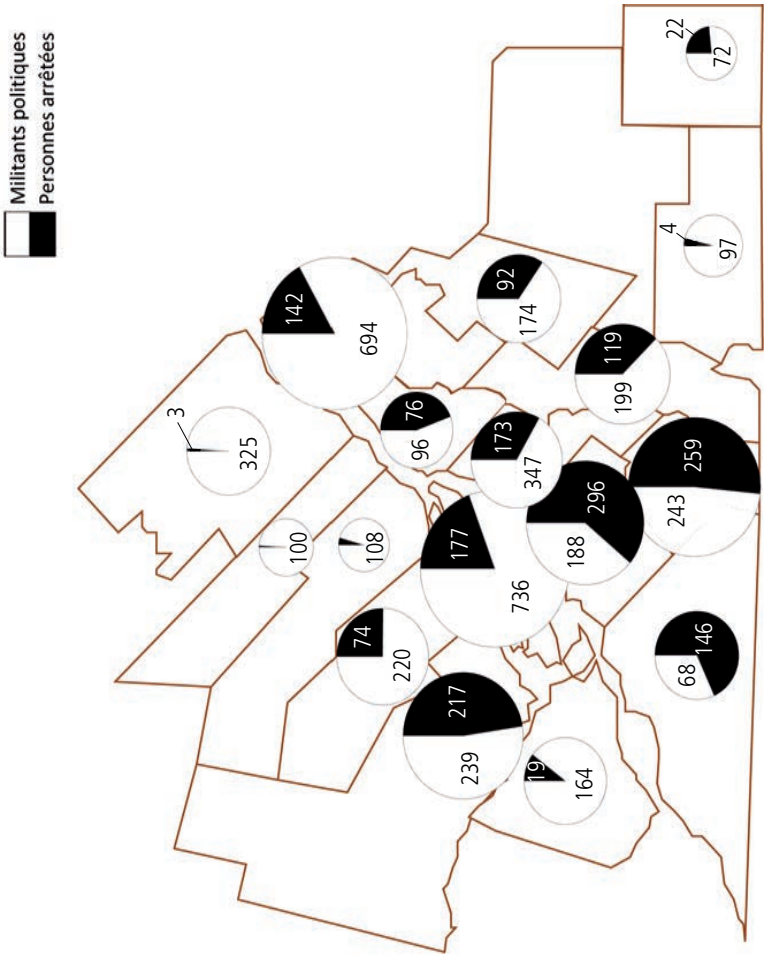
qui enserrent chacun quelques cantons, comptent tous une minorité anglophone significative. Cela aura d'importantes conséquences sur leur configuration politique.

La figure 2 montre que la cohabitation de communautés francophones et anglophones semble une condition propice à la mobilisation politique. À preuve, les comtés les plus actifs du côté patriote sont ceux où se retrouve une importante minorité anglo-protestante : Deux-Montagnes, l'Acadie et Rouville en particulier. Ce sont aussi tous des comtés très mobilisés, autant du côté loyal que patriote, et dont le rôle est indéniable durant les insurrections. Reste les cas de Richelieu, Terrebonne ou Verchères, où la mobilisation patriote est importante sans qu'on y retrouve ni de Loyaux ni d'anglophones d'ailleurs. Nous y reviendrons. En dehors de ces cas, la règle semble s'appliquer à l'ensemble du Bas-Canada. La zone seigneuriale en aval de Berthier, massivement peuplée de francophones, sera absente de la mobilisation patriote. Il en va de même dans les comtés de Mégantic, Drummond, Sherbrooke et Shefford qui n'apparaissent pas ici ; essentiellement peuplés d'anglophones, leur engagement politique sera plutôt faible.

La carte 7 rend compte des comtés où ont eu lieu des affrontements importants en 1837-1838 et où, par conséquent, se trouvent à résider la plupart des individus arrêtés. Elle permet de constater que l'action militaire en

CARTE 7

Militants politiques patriotes et personnes arrêtées en 1837-1838



1837-1838 est généralement conséquente avec la mobilisation politique qui l'a précédée: les comtés les plus mobilisés durant la phase politique sont aussi ceux où auront lieu les plus importantes rafles de l'armée. Missisquoi et Stanstead déçoivent cependant. Ces fiers américains pro-Patriotes, passablement actifs durant la phase politique, décident de passer leur tour durant la phase militaire. Il s'agit d'un constat déjà observé par l'historiographie à l'effet qu'anglophones et francophones sont conjointement présents durant la mobilisation politique patriote, mais que la répression militaire, qui touchera essentiellement les francophones, contribuera à polariser les affiliations politiques selon des critères ethniques¹³.

Les militants Loyaux s'avèrent d'autant plus actifs et agressifs si, à l'échelle locale, l'adversaire patriote est présent et mobilisé. Reste que, s'il demeure sensible à la présence de Patriotes à proximité, le mouvement loyal dépend d'abord et avant tout de la présence d'une communauté anglophone en mesure de le soutenir. Cette corrélation se vérifie dans pratiquement tous les cas: plus une localité compte d'anglophones, que ce soit des Américains, des Irlandais, des Anglais ou des Écossais, plus le mouvement loyal y sera vigoureux, et cela même si le péril patriote peut paraître lointain, comme dans Sherbrooke ou Drummond par exemple.

Cette règle s'applique aussi bien sûr aux villes de Montréal et de Québec, à la fois les deux foyers politiques les plus actifs et abritant chacune une imposante minorité anglophone. À Montréal en particulier, les Patriotes font face à 18 000 anglophones particulièrement actifs au sein de la *Montreal Constitutional Association*, la plus puissante et la plus radicale organisation loyale du Bas-Canada. Les anglophones se considèrent ainsi comme un groupe globalement menacé par le projet patriote et, partout où ils sont en nombre suffisant, semblent prêts à s'y mesurer¹⁴.

Les conditions propices à l'émergence d'un mouvement patriote répondent localement aux mêmes critères. De L'Assomption à Kamouraska, dans la moitié est du Bas-Canada, la mobilisation politique est famélique. À tout prendre, seul le fait qu'on soit en face de populations à plus de 95 % franco-catholique peut ironiquement l'expliquer. L'absence à l'échelle locale de communautés anglophones, généralement à l'origine d'un mouvement loyal, désamorce l'une des principales sources de conflit à l'échelle locale. Comme pour s'en convaincre, les comtés qui voient se développer un mouvement patriote sont ceux qui comptent au moins un canton peuplé d'anglophones: Frampton dans Beauce, Rawdon dans L'Assomption ou Aston près de Nicolet.

Plus au sud, autour de Montréal, on a d'ailleurs droit à un spectacle complètement différent. Considérons d'abord ces comtés formant un arc de cercle en périphérie du district de Montréal: Terrebonne, Deux-Montagnes, Vaudreuil, Beauharnois, Laprairie, L'Acadie, Rouville, Missisquoi et Stanstead. Tous sont politiquement très actifs entre 1834

et 1838, autant du côté patriote que du côté loyal, et comptent incidemment tous une population anglophone significative. Dans Missisquoi et Stanstead, où la minorité est plutôt de langue française, la question ethno-linguistique se pose avec plus d'acuité encore, comme le rappelle sans cesse James Moir Ferres dans les pages du *Missiskoui Standard*¹⁵.

Dans ce chapelet de comtés autour de Montréal, on voit donc que le dynamisme du mouvement patriote est généralement induit par la proximité d'une communauté anglophone et d'un mouvement loyal organisés. Que cette caractéristique vienne à faire défaut, comme dans Vaudreuil, Terrebonne ou Rouville, et le mouvement patriote s'en trouve indubitablement affaibli.

On a cependant rencontré des cas où cette règle ne s'applique nullement, plus exactement dans quatre comtés situés immédiatement à l'est de Montréal: Verchères, Chambly, Richelieu et Saint-Hyacinthe. Là, la mobilisation patriote est intense même si la population y est massivement francophone et qu'aucun adversaire loyal ne lui est opposé à l'échelle locale, à moins bien sûr que la puissante machine loyale à Montréal puisse en faire office.

Pour expliquer cette anomalie on doit tenir compte du fait que les Patriotes de ces quatre comtés sont bien plus qu'ailleurs solidaires de la direction montréalaise avec qui ils entretiennent une grande communauté de vues, partageant notamment de nombreux leaders, ainsi que d'intenses liens familiaux: les Viger dans Chambly, les Cherrier et les Papineau dans Saint-Hyacinthe. À commencer par Louis-Joseph Papineau lui-même qui, de Montréal à Saint-Hyacinthe, sait qu'il peut compter sur une chaîne ininterrompue d'amis et de parents sûrs.

L'axe Montréal-Saint-Hyacinthe apparaît donc moins sensible aux antagonismes ethniques que les autres régions du Bas-Canada. Ce trait découle des liens privilégiés que les leaders et la population locale ont tissés avec la direction du Parti patriote qui diffuse un discours consensuel, portant strictement sur la conquête de droits démocratiques, la refonte des institutions politiques, scrupuleusement exempt d'allusion à l'origine ethnique ou à la question de la tenure seigneuriale. On s'y trouve en somme partie prenante de grands principes du clan Papineau qu'on s'est tout entier appropriés au point de les faire siens¹⁶.

L'origine des leaders

Comprendre les motivations des protagonistes des insurrections de 1837-1838 implique de tenir compte de leur profil socio-économique. Il s'agit d'un travail de longue haleine qui n'est pas complété. On s'est donc concentré sur les principaux acteurs; ceux ayant participé à plusieurs activités politiques dans des rôles de direction, en privilégiant les notables qui

bénéficiaient d'une charge publique et d'une certaine influence dans leur communauté. On a aussi privilégié ceux ayant prolongé leur action au-delà de novembre 1837, soit à titre de combattant patriote ou de milicien loyal. En appliquant ainsi les mêmes critères aux leaders des deux camps, on en arrive à 193 leaders Loyaux et à 310 leaders Patriotes, ayant en moyenne participé à sept activités politiques et, dans 31 % des cas, à des actions impliquant des armes.

D'après le tableau 3, on constate, sans surprise, que les leaders Loyaux sont plus nombreux à habiter les villes que les leaders Patriotes.

Tableau 3
Provenance des leaders Loyaux et Patriotes

Affiliation	Montréal et Québec	Comtés ruraux	Total
Loyaux	41,8 %	58,2 %	100 %
Patriotes	22,9 %	77,1 %	100 %

La surprise est que l'écart ne soit pas si grand tant une certaine historiographie nous a habitués à opposer un mouvement patriote essentiellement rural à un mouvement loyal confiné aux villes¹⁷. Le mouvement loyal a en fait de puissantes antennes dans certains comtés ruraux découpés en cantons, tandis que le mouvement patriote rayonne pour beaucoup à partir de Montréal. Reste que l'intense activité des associations constitutionnelles de Montréal et de Québec, ainsi que la prépondérance des grands marchands coloniaux, renforcent la place des urbains au sein du leadership loyal.

Tableau 4
Professions des leaders Patriotes et Loyaux

	Chefs Patriotes (310)		Chefs Loyaux ou antipatriotes (196)	
	Francophones	Britanniques	Francophones	Britanniques
Entrepreneurs	2 %	1 %	2 %	20 %
Marchands	18 %	4 %	1 %	20 %
Avocats ou médecins	37 %	3 %	3 %	20 %
Métiers et artisans	9 %	4 %	1 %	13 %
Cultivateurs	18 %	3 %	1 %	9 %
Seigneurs	1 %	–	4 %	1 %
Fonctionnaires	–	–	1 %	3 %
Total	85 %	15 %	13 %	86 %
		100 %		100 %

De tous les chiffres du tableau 4, celui illustrant la place des professionnels canadiens-français dans le mouvement patriote ressort immédiatement (37%). Si notaires, avocats et médecins sont également nombreux chez les Loyaux, ils sont loin d'y avoir la même prépondérance. La place des marchands est aussi importante dans les deux mouvements. Sous le titre d'entrepreneurs sont ici regroupés les hommes d'affaires qui, en marge du grand commerce, se consacrent d'abord à des activités immobilières, financières ou industrielles dont l'envergure dépasse le cadre de la boutique ou de l'échoppe. On y a ainsi placé les banquiers, les armateurs, les agents de colonisation et les spéculateurs fonciers, de même que ceux se définissant par la qualité de *bourgeois*. Ils sont généralement acquis à la coalition loyale et habitent plutôt les villes et les principaux bourgs¹⁸.

Les artisans et les gens de métier sont généralement membres d'une corporation et impliqués dans une entreprise de transformation ou de services de modeste envergure: apothicaires, artistes peintres, commis, aubergistes, cordonniers, forgerons, huissiers, imprimeurs, instituteurs, journalistes, libraires, maçons, meuniers, navigateurs et tailleurs. Ils sont à peu près équitablement répartis entre les deux mouvements.

D'un côté comme de l'autre, les seigneurs sont peu nombreux à s'engager politiquement. Ce sont d'ailleurs les seigneurs francophones qui affichent le plus volontiers leur affiliation loyale. Ils font généralement le choix de s'associer aux Loyaux et à l'administration coloniale afin de se prémunir contre l'érosion de leur prestige et de leur pouvoir économique. Il en va de même pour les fonctionnaires, membres de la petite élite coloniale ou militaires incorporés à l'armée régulière. Ils choisissent en général de se rallier à la coalition loyale, soit par carriérisme, soit par conformisme ethnique.

Somme toute, peu de choses distinguent les leaders Patriotes et Loyaux au plan professionnel. Bien sûr il y a un monde entre le petit avocat de village patriote et le gros avocat gérant les affaires d'un grand marchand de Québec, de même qu'entre le marchand de village et le gros marchand colonial. Ce coup de sonde nous convainc cependant qu'on ne semble pas en face d'une véritable fracture sociale, dont on aurait au moins dû discerner les contours par le profil professionnel des principaux protagonistes. Il en va tout autrement de l'origine ethnique...

L'origine ethnique demeure, et de loin, le plus sûr moyen de distinguer un leader patriote d'un leader loyal. Comme l'indique le tableau 5, la direction du mouvement loyal reste dans l'ensemble une affaire d'Anglo-saxons: Anglais, Écossais, Irlandais et ressortissants américains. Ils représentent 153 des 193 principaux leaders Loyaux, soit près de 80%. La catégorie Autres, quant à elle, ne regroupe qu'une poignée de Français, d'Italiens, de Suisses, de Polonais et de Juifs, généralement originaires de Grande-Bretagne et plutôt acquis au mouvement loyal. Certains historiens

Tableau 5
Origine ethnique des leaders Patriotes et Loyaux

Origines	Chefs Patriotes	Chefs Loyaux
Canadiens français	84,2 %	13,5 %
Anglais	5,5 %	41,5 %
Écossais	1,0 %	20,7 %
Irlandais	3,2 %	7,8 %
Américains	4,5 %	8,8 %
Autres	1,6 %	7,3 %
	100 %	100 %

ont insisté sur la place des anglophones à la tête du mouvement patriote. Cette hypothèse peut en partie s'avérer si on ne considère que les villes ainsi que le sommet de la hiérarchie patriote. Sinon ce constat ne s'avère nullement. Dans l'ensemble, seuls 48 leaders Patriotes sur 310, soit 15,5 %, sont d'une autre origine que canadienne-française. Cette représentation a au moins le mérite de respecter en gros la part de chacun de ces groupes dans la société bas-canadienne, en tout cas bien mieux que dans la coalition loyale. Cette disparité serait encore plus accablante si on ne considérait que les protagonistes durant la phase armée, quand on sait que les personnes arrêtées étaient massivement des Canadiens et que l'essentiel de la répression fut le fait de soldats anglais épaulés par des milices loyales d'ascendance strictement anglo-saxonne.

Conclusion

Qu'on se comprenne bien. Le but de cet article n'était nullement de montrer que le mouvement patriote ait pu être mû, à la base, par des motifs ethniques ou triviaux. En fait, nous croyons le contraire, convaincu par le travail des Lamonde, Harvey ou Chevrier, qui ont fait ressortir avec justesse le discours foncièrement libéral, démocratique et cosmopolite des Patriotes, notamment dans l'entourage de Papineau¹⁹. Notre regard portait sur autre chose et pose la question de l'opérationnalisation de ce discours, une fois qu'il est reçu dans la population et, en particulier, parmi les militants anonymes. Or, faute de mieux, on doit bien arriver à déduire les motivations de ces militants sur la base de leur métier, de leur lieu de résidence et de leur langue maternelle. On constate dès lors que les militants Loyaux comme Patriotes sont actifs en même temps et souvent dans les mêmes localités, avalisant l'impression que la mobilisation politique

s'appuie en partie sur des enjeux locaux. Parmi ces enjeux, la cohabitation difficile entre des communautés francophones et anglophones semble un critère déterminant. À part le long d'un axe allant de Longueuil à Saint-Hyacinthe, les régions les plus soulevées sont systématiquement celles où cohabitent anglophones et francophones. Cette impression est étayée par un bref aperçu du profil socio-ethnique des leaders de chacun des mouvements: aucune variable ne discrimine mieux l'appartenance à l'un ou l'autre camp que la langue maternelle, même lorsqu'on ne considère que la phase politique du conflit, soit celle qui précède le « coup de feu ».

Il nous reste donc à mieux tenir compte des préoccupations locales, en particulier les problèmes de cohabitation entre anglophones et francophones, afin d'expliquer l'intensité et la profondeur de l'effort des masses rurales à défendre le programme patriote. Cette nouvelle perspective pourra alors permettre de mieux comprendre pourquoi la mobilisation politique fut si variable d'une région à l'autre, comment les éléments radicaux de chacun des mouvements ont pu agir de leur propre chef et pourquoi la direction du parti patriote s'est avérée si inefficace au moment de prendre la tête d'un mouvement armé.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Lord Durham, *Rapport sur les affaires de l'Amérique du Nord britannique* (1839), traduit et reproduit sous le titre *Rapport Durham*, Montréal, Les Éditions Sainte-Marie, 1969, p. 79.
2. Gérard Filteau, *Histoire des patriotes*, Québec, Septentrion, 2002, p. xv.
3. Les événements de 1837-1838 ont récemment fait l'objet de nombreux survols historiographiques. On pense à la plupart des textes réunis dans le collectif *La culture des patriotes* (Septentrion, 2012), au petit livre très stimulant d'Yvan Lamonde et de Jonathan Livernois, *Papineau, erreur sur la personne* (Boréal, 2012) et à celui de Marc Chevrier, *La république québécoise, hommages à une idée suspecte* (Boréal, 2012). On s'attarde cependant surtout sur l'émergence des idées républicaines dans le discours patriote. À propos des causes du recours aux armes en 1837, on semble en fait s'entendre autour du constat général d'un Jean-Paul Bernard à l'effet que « Les rébellions dans la colonie du Bas-Canada apparaissent ainsi comme une crise sociale généralisée, qui concerne à la fois le développement des institutions politiques, les orientations et les profits à tirer du développement économique et le développement de l'identité coloniale. Aucune de ces trois dimensions fondamentales ne peut être écartée légèrement ni même réduite au statut d'aspect second d'une autre dimension », Jean-Paul Bernard, *Les Rébellions de 1837-1838 dans le Bas-Canada*, Ottawa, Société historique du Canada, brochure historique, no. 55, 1996, p. 26.
4. Gérald Bernier, « Le parti patriote (1827-1838) » dans Vincent Lemieux (dir.), *Personnel et partis politiques au Québec*. Trois-Rivières, Boréal, 1981, p. 214-15. Certains historiens avaient entrepris des biographies collectives systématiques afin de cerner les motivations des acteurs: John Hare sur la composi-

- tion de la Chambre d'assemblée; Fernand Ouellet, qui avait su tirer profit d'une source intéressante, les listes nominatives d'électeurs, et J. K. Johnson, à propos de l'élite coloniale du Haut-Canada, le fameux Family Compact; J. E. Hare, «L'Assemblée législative du Bas-Canada, 1792-1814: députation et polarisation politique», *RHAF*, vol. 27, no. 3, 1973-1974, p. 361-396; Fernand Ouellet, *Le Bas-Canada. Changements structureaux et crise*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1976, 541 p.; James Keith Johnson *Becoming prominent: regional leadership in Upper Canada, 1791-1841*. Toronto, TUP, 1989, 277 p.
5. Gilles Laporte, *Patriotes et Loyaux, mobilisation politique et leadership régional durant les rébellions de 1837-1838*, Québec, Septentrion, 2003, p. iv. Rappelons notre reconnaissance envers M. Jean-Paul Bernard qui a bien voulu que nous tirions profit des données recueillies, entre 1987 et 1990, par le groupe de recherche *Patriotes et Loyaux dans les rébellions de 1837-1838*. Jean-Paul Bernard, qui avait déjà publié *Les Rébellions de 1837-1838. Les Patriotes dans la mémoire collective et chez les historiens* (Boréal, 1983), avait entrepris à compter de 1985 de travailler à la fois sur les Patriotes et sur leurs adversaires «Loyaux», convaincu que les premiers ne peuvent être adéquatement compris qu'à travers leurs relations antagoniques avec les seconds et inversement.
 6. Robert Christie, *History of the Late Province of Lower Canada, parliamentary and political, from the commencement to the close of its existence as a separate province*, vol. 3., Montréal, Lovell, 1839. Mentionnons aussi certaines sources méconnues, en particulier le fonds John Neilson (Archives nationales du Canada, ANC, MG 24 B128) et le fonds du Comité de correspondance de Montréal (ANC, MG24 B1). Pour le reste, les journaux suivants ont été systématiquement dépouillés pour les années 1834 à 1837: *La Minerve, The Vindicator, Le Canadien, The Quebec Gazette, The Montreal Gazette, The Morning Courier, L'Écho du Pays et L'Ami du Peuple...* Pour la description plus précise des sources utilisées, voir Gilles Laporte, *op. cit.*, p. 54.
 7. De ces 5 160 militants patriotes, 1 216 furent plus tard arrêtés durant la répression en 1837-1838. À l'inverse, 805 individus arrêtés à compter du 26 novembre 1837 sont totalement inconnus des procès-verbaux d'activités politiques associées aux patriotes. Pour la liste des individus arrêtés, voir Jean-Paul Bernard, *Les rébellions de 1837-1838...*, Montréal, Boréal, 1983. 349 p.
 8. Johanne Muzzo (1990), *Les mouvements réformiste et constitutionnel à Montréal, 1834-1837*, mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, p. 17; François Deschamps, *Le radicalisme Tory à travers le prisme du Montreal Herald et la mobilisation des milices dans le district de Montréal (1834-1837)*, mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, 2011, p. 70-91.
 9. *L'Ami du peuple*, 25 octobre 1837.
 10. Leur rôle a en particulierement été révélé grâce aux travaux d'Elinor Kyte Senior, *Les habits rouges et les Patriotes*, Montréal, VLB, 1997, chapitres 13 et 14.
 11. Ces constats généraux ne pourront être corroborés qu'une fois établis les enjeux dans chaque région. Le professeur Christian Dessureault y travaille depuis des années, notamment en dirigeant des recherches à la maîtrise.
 12. Recensements au Canada de 1665 à 1871. Statistique Canada.
 13. Voir Denyse Beaugrand-Champagne, *Les mouvements patriotes et loyal dans les comtés de Missisquoi, Shefford et Stanstead, 1834-1837*, mémoire de maîtrise en

- histoire, UQAM, 1990, 195 p. ; Jean-Pierre Kesteman *et al.*, *Histoire des Cantons de l'Est*, Coll. « Les régions du Québec », Québec, IQRC, 1998, chap. 3.
14. François Deschamps, « Le tabou de la violence, Le double mouvement de désobéissance civile tory et patriote », *Tribune libre de Vigile*.
 15. James Moir Ferres, *Dictionnaire biographique du Canada* en ligne.
 16. Sur les clans familiaux, voir l'étude la plus récente de Réal Houde, *L'improbable victoire des Patriotes en 1837*, Lévis, Éditions de la Francophonie, 2012. 208 p.
 17. Maurice Saint-Yves, *Atlas de géographie historique du Canada*, Boucherville, Les Éditions françaises, 1982, p. 68; *Atlas Historique du Canada. vol. II, La transformation du territoire, 1800-1891*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, planche 28 « vie politique et partis politiques ».
 18. Sur les catégories professionnelles voir Jean-Paul Bernard, Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert, « La structure professionnelle de Montréal en 1825 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Montréal, vol. 30, no. 3, décembre 1976, p. 383-415; Jean-Pierre Hardy et David-Thierry Ruddel, *Les apprentis artisans à Québec, 1660-1815*, Québec, PUQ, 1977, 220 p. ; ALLAN Greer, *Habitants, marchands et seigneurs: la société rurale du bas Richelieu, 1740-1840*, Sillery, Septentrion, 2000. 342 p.
 19. Soit dit en guise de réponse aux remarques de François Deschamps dans *Le radicalisme Tory à travers le prisme du Montreal Herald et la mobilisation des milices dans le district de Montréal (1834-1837)*, mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, 2011. Voir autrement Yvan Lamonde, *Signé Papineau*, Boréal, 2010; Marc Chevrier, « Aristote, Papineau, le Léviathan canadien et la *politeia* bascanadienne », dans *La culture des patriotes*, Québec, Septentrion, 2012, p. 190-208 et Louis-Georges Harvey, *Le printemps de l'Amérique française*, Montréal, Boréal, 2005, 296 p.